

**« Vers un pacte de solidarité énergétique en Afrique de l’Ouest pour l’industrialisation de la sous-région. Quelles coopérations avec l’Europe ? »**

**Intervention de Claude Fischer Herzog  
Directrice d’ASCPE, Les Entretiens Européens & Eurafricains**

**Cotonou – 8 novembre 2021**



Résumé de l’intervention

*La conférence s’inscrit dans le débat sur le « monde d’après », dont chacun espère qu’il sera différent. La crise globale sera-t-elle une opportunité pour changer nos modèles de croissance ? Aller vers la transformation du capitalisme en Europe, inventer de nouvelles relations permettant à l’Afrique de bâtir une croissance plus inclusive et son émergence dans la mondialisation ? Créer de nouveaux modes de gouvernance ici et là-bas ?*

*Les moyens mis en œuvre en Europe en Afrique pour faire face aux défis sont sans commune mesure : injections massives de liquidités et endettement permanent en Europe, levée du moratoire de la dette et fonds de tirage spéciaux très insuffisants en Afrique. On parle de « new deal », de « plan Marshall » pour aider l’Afrique, on se gargarise de slogans alors que les besoins sont immenses. Et à l’heure de la COP 26, il pleut des annonces pour aider l’Afrique à réussir sa « transition énergétique ».*

*L’Afrique est riche de sources énergétiques diversifiées dont elle a besoin pour produire, transformer ses matières premières sur place (mines et agriculture), se*

*nourrir, se soigner et répondre de manière adaptée aux besoins des secteurs industriels et des territoires. Or, l'électrification des régions reste à faire.*

*Quelle est la stratégie de l'Afrique de l'Ouest pour réaliser son interconnexion et valoriser les projets décentralisés d'électrification ? Un pacte de solidarité énergétique est-il envisageable ? Tout en respectant les atouts de chaque pays, il pourrait se fixer l'objectif d'un marché régulé où l'électricité – qui n'est pas une marchandise comme une autre mais un bien public essentiel - bénéficierait de politiques publiques et de garanties nationales. Les investissements dans la construction de centrales, des réseaux de transports et de distribution sont longs et lourds, ils nécessitent des partenariats public/privé, et des soutiens publics internationaux.*

*Or, l'Union européenne a tendance à conditionner ses aides à ses propres critères et à imposer ses modèles avec une priorité aux énergies renouvelables et à l'efficacité. Au contraire, et au regard des effets pervers que cette stratégie crée en Europe, ne doit-elle pas soutenir l'Afrique dans la construction d'un mix diversifié utilisant tous ses atouts (y compris l'uranium) et pour le financement des infrastructures ? Comment travailler avec les bailleurs de fond internationaux ? Comment organiser une mobilité positive pour le transfert de technologies et la formation des compétences sur place ? Comment mieux associer les sociétés civiles aux choix collectifs et les préparer aux coopérations interrégionales ?*

## **INTERVENTION**

Je suis directrice des Entretiens Européens & Eurafricains. C'est un réseau d'acteurs publics et privés qui a l'ambition de s'approprier tous les sujets de société, et d'infléchir les politiques publiques qui sont trop souvent décidées sans nous ! Or, celles-ci nous engagent et nous voulons y participer !

Vous pourriez vous demander ? Avec quelle légitimité ? Avec celle d'une femme, engagée depuis 50 ans pour « changer le monde », fervente militante du rapprochement entre les sociétés civiles de tous les pays pour un dialogue avec les institutions à tous les niveaux, et depuis une dizaine d'années entre celles d'Europe et d'Afrique pour un renouvellement des relations entre nos continents.

Les Entretiens Eurafricains, c'est plusieurs milliers de personnes d'horizons divers, de sensibilités différentes, de plusieurs pays d'Europe et d'Afrique. C'est une plateforme UE/Afrique(s) qui organise des séminaires à Paris, c'est une association *Eurafrique 21* qui organise des rencontres en Afrique de l'Ouest, c'est des colloques Eurafricains à Bruxelles, Ouagadougou, Paris, Dakar... C'est un festival de cinéma Eurafricain pour mieux découvrir nos cultures et nos identités...

Le colloque de Dakar a eu lieu sur le thème « l'Union régionale, moteur d'une croissance inclusive en Afrique de l'Ouest ? », et plus récemment, une conférence a eu lieu sur « regards croisés sur la crise globale ». Parmi les recommandations pour l'Afrique de l'Ouest, **un pacte de solidarité énergétique pour l'industrialisation de la sous-région**. C'est sur ce thème que j'aimerais axer mon intervention aujourd'hui.

Ce sujet se pose avec encore plus d'acuité avec la crise sanitaire et économique, et avec la crise climatique... et même avec la crise énergétique et la flambée des cours du pétrole et du gaz. Car, paradoxalement, et j'y reviendrai, les pays africains ne sont pas sûrs de pouvoir en profiter pleinement.

Et la solidarité, mieux vaut peut-être la penser et l'organiser entre vous, sans attendre les promesses de l'Occident !

Elle doit pouvoir s'organiser dans chaque sous-région. Je suis convaincue que c'est là que les acteurs trouveront la meilleure stratégie de développement, en fonction des atouts régionaux et pourront mettre en œuvre les interconnexions énergétiques les plus efficaces. Ce qui ne s'oppose pas à des coopérations interrégionales et à l'échelle de tout le continent, bien au contraire.

### **Quelques mots sur le contexte global.**

On est en pleine COP 26, et les annonces pour une « solidarité » avec l'Afrique pleuvent<sup>1</sup> ! Comme à chaque COP ! Comme à chaque Sommet !! Or, on le sait de la parole aux actes, il y a « une vallée du désert » si vous me permettez l'expression. La promesse de 100 milliards par an faite en 2009 à Copenhague, renouvelée à la COP 21 à Paris et réitérée à Glasgow, pour aider le continent qui

---

<sup>1</sup> L'Allemagne, la France, les USA et l'UE ont exprimé « une envie de solidarité » selon la formule du président français et promis 8,5 milliards pour décarboner l'Afrique du Sud. Mais que valent ces promesses quand ils sont incapables de financer une transition juste en Pologne ?

sera fortement impacté par les dérèglements climatiques (alors qu'il émet 3% des EGES) est loin d'être réalisé 12 ans après...

Et pas de faux espoirs : le « monde d'après » que chacun espérait plus solidaire après la crise sanitaire, n'est pas encore construit ! Et je crains avec l'économiste Dani Rodrik<sup>2</sup> que cette crise « n'amplifie au contraire les caractéristiques politiques dominantes de chacune des nations », et avec Patrick Artus « une phase de durcissement du capitalisme »<sup>3</sup>.

Alors qu'elle a frappé plus durement l'Afrique<sup>4</sup> et aggravé les inégalités d'accès aux biens essentiels comme l'eau, l'éducation, la santé et l'électricité<sup>5</sup> entre nos deux continents (et en leur sein), les moyens mis en place sont sans commune mesure : des milliers de milliards d'euros en Europe, quelques centaines de milliards de dollars en Afrique... Les droits de tirage spéciaux du FMI pour l'Afrique d'un montant de 235 milliards sont très insuffisants, et la « générosité » des pays de l'UE pour « donner » une partie de leurs DTS (65 milliards dont ils n'auront pas l'utilisation) semble bien faible, pour ne pas dire condescendante, au regard des besoins massifs.

Nul doute que les fractures entre les pays industrialisés d'un côté et une économie de survie de l'autre vont se multiplier.

Or l'Afrique a besoin de créer de la valeur ajoutée et émerger dans l'économie mondiale où elle ne représente encore que 3%.

Dans ce contexte, l'appel des économistes africains à profiter du « choc systémique planétaire » pour construire une voie de développement endogène (Kako Nubukpo), ou à « se réinventer pour bâtir son économie sur ses propres

---

<sup>2</sup> Voir son article dans Les Echos : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/le-covid-19-une-crise-qui-ne-va-rien-changer-1193461>

<sup>3</sup> Voir « Le grand entretien » dans les Echos des 4 et 5 septembre 2020.

<sup>4</sup> La fermeture des frontières et l'arrêt des échanges la chute des prix des matières premières, ont provoqué des conséquences en chaîne sur les productions locales avec des pertes évaluées entre 37 et 79 milliards de dollars selon la BAD – dont 5 dans le secteur agricole<sup>4</sup>. La diminution de l'argent de la diaspora (moins 35% en moyenne), la prudence des investisseurs<sup>4</sup> ont entraîné une récession de 2,9% à 5% selon la Banque mondiale, alors que la population ne cesse de croître, menaçant la moitié des emplois et une augmentation de 50 millions de pauvres<sup>4</sup>, et une situation précaire pour les populations dont la majorité dépend du secteur informel.

<sup>5</sup> Rappelons que 640 millions n'ont pas accès à l'électricité, la pénurie d'eau touche 40% de la population.

forces<sup>6</sup> » (Papa Dembe Thiam), ou encore de retourner les impacts de la crise en atouts (Vera Songwe) pour construire une croissance inclusive, est salubre.

Quel type de croissance ? Beaucoup misent sur une économie de services et du numérique. Mais je me permets d'attirer votre attention : le numérique peut être un miroir aux alouettes quand on ne maîtrise pas les données... et les services sans industries ne sont pas viables ! Notre expérience européenne doit servir à l'Afrique...

### **Bâtir une « InduService »**

L'Afrique doit s'industrialiser, bâtir son InduService. Elle est riche en hommes (et femmes), en matières premières et en ressources agricoles, mais elle ne les transforme pas. Pourquoi ? La réalité des échanges Nord/Sud et l'intérêt du Nord à continuer à acheter les matières premières et les terres rares (pour sa propre transition écologique !) ne sont-ils pas des freins majeurs à l'investissement dans les industries de transformation... et dans les infrastructures nécessaires à la production énergétique elles-mêmes ?

Certes tout ne s'explique pas par le type de relations que nous avons développé sur la longue période. La preuve en est justement la « crise énergétique » que l'Europe subit de plein fouet avec l'explosion des prix du pétrole et du gaz. Après avoir vécu dramatiquement les impacts de la chute des prix des matières premières, le prix du baril à 85 dollars (le plus haut depuis 2018), et celui du gaz (entre 30 et 50 dollars, +250% !) devraient représenter une embellie pour l'Afrique et les pays producteurs qui font face à des déséquilibres budgétaires colossaux. Mais la sous-production imposée par l'OPEP<sup>7</sup>, les contrats gaziers à long terme reconduits avec l'Europe avant la hausse, la hausse de la consommation intérieure... mais aussi les dépenses improductives des Etats qui ne savent pas (ou ne veulent pas) diversifier leurs économies et leur mix énergétique, ne lui permettront pas d'en profiter.

D'où l'urgence de changer de modèle de croissance !!

---

<sup>6</sup> <https://www.letemps.ch/economie/papa-demba-thiam-covid19-devenir-une-chance-lafrique>

<sup>7</sup> A titre d'exemple, le Nigeria ne produit que 1,47 million de barils de pétrole/jour, alors que sa capacité de production est de 2 millions.

## **Un gap énorme entre le potentiel et l'accès à l'énergie**

L'Afrique a un potentiel énergétique énorme, avec le gaz et le pétrole, mais aussi l'hydraulique au Centre, le charbon à l'Est, l'uranium dans 34 pays, la biomasse dans les zones rurales, du soleil partout et elle est entourée de la mer... Et les Africains font preuve d'innovations technologiques adaptées à leur réalité<sup>8</sup>. Mais les investissements ne décollent pas.

Avec un taux d'électrification moyen de 43% et près de 33 pays africains (sur 54) qui sont en dessous du seuil des 20% d'électrification, il y a un gap énorme par rapport aux besoins en énergie du continent pour se développer. Selon des chiffres compilés par la Banque mondiale, la production de 48 pays d'Afrique subsaharienne équivaut, aujourd'hui, à celle d'un seul pays européen de taille moyenne comme l'Espagne !

Rien qu'en Afrique de l'Ouest, ils sont 250 millions à ne pas avoir accès à l'électricité (640 millions dans toute l'Afrique). Selon l'AIEA, la consommation d'un habitant africain représente environ 200 kWh/an, contre 7000 en Europe et 13000 aux Etats-Unis. Et les choses risquent de s'aggraver dans un contexte de croissance démographique, où la demande croît plus vite que l'offre.

Je me permettrai quelques éléments de diagnostic complémentaires :

- le marché ouest-africain n'attire pas les capitaux pour les investissements dans les infrastructures ; l'argent et les garanties publics sont insuffisants pour lever des fonds privés. Or les entreprises occidentales ont de fortes exigences : fonds et garanties publics, mais aussi une rentabilité des projets de 100%, un prix de l'électricité au prix coûtant.
- Les critères des bailleurs de fonds posent problème : ceux de l'UE, du FMI ou de ceux de la Banque mondiale... j'y reviendrai.
- Les rivalités entre les Etats et la faiblesse des coopérations prive la région de politiques solidaires.

Les conséquences sont graves :

---

<sup>8</sup> Voir le projet de kits photovoltaïques au Burkina Faso, au Mali à Madagascar et en Guinée pour 500 000 personnes

-Inégalités croissantes entre les pays et au sein de chacun d'entre eux entre les centres et les périphéries ; les villes et les campagnes.

-Prix élevés de l'électricité, deux fois plus en moyenne en Afrique que dans le monde avec de gros écarts entre les pays.

-Un taux d'électrification qui va de 64% au Ghana (55,8% en Côte d'Ivoire (56,5% au Sénégal, 55,6%) Nigéria) à 20% au Burkina Faso et même 16% au Niger où pourtant la France exploite l'uranium depuis des décennies.

### **Quel mix énergétique pour l'Afrique ?**

L'Afrique a besoin de toutes ses sources pour faire face aux besoins massifs si elle veut s'industrialiser, et développer sa croissance et l'emploi. Elle doit pouvoir développer un mix diversifié et « décarboné autant que faire se peut » ! Car les fossiles représentent encore 82%, avec une forte progression du gaz (28%) derrière le pétrole légèrement en baisse (42%) et le charbon (22%), les EnR représentant 8% (dont 6 pour l'hydraulique). Et il est utopique de réclamer une Afrique « zéro carbone ».

Par contre, elle peut développer ses énergies renouvelables et l'hydraulique, améliorer les conditions de production et d'exploitation des fossiles (et relancer les projets de CCS pour stocker le CO<sub>2</sub>), et je suis convaincue avec Mikhaïl Chudakov, Directeur général adjoint de l'AIEA et Chef du Département de l'énergie nucléaire depuis février 2015, que « l'énergie nucléaire pourrait faire partie de la solution pour un nombre croissant de pays d'Afrique », avec des transferts de technologies adaptées, et de connaissances et d'expériences pour une gestion des combustibles usés et des déchets nucléaires<sup>9</sup>.

Refuser le nucléaire à l'Afrique au nom de la sûreté et de l'instabilité politique, exiger une « Afrique 100% solaire » comme on l'entend parfois en Europe au nom du climat, semble bien irresponsable ! Doit-on rappeler que le nucléaire a permis la prospérité en Europe au sortir de la guerre ? Pourquoi en priver l'Afrique qui rappelle-le a de l'uranium ? Quant au soleil, il n'a jamais fait de solaire. Il faut des panneaux photovoltaïques (produits en Chine) et de la grande

---

<sup>9</sup> Voir le Supplément de La Lettre des Entretiens Européens « La solution existe. Manque le courage de la décision ». Avril 2021.

eau pour les laver quand ils sont recouverts par la latérite ou le sable ! Et on devra avoir un débat sur ses coûts, car on entend tout et n'importe quoi.

L'Europe n'a pas de leçon à donner quand son mix énergétique est lui aussi composé à 80% de fossiles (20% d'électricité), et qu'elle ne respecte pas les engagements pris lors de la COP 21. Et de quel droit s'opposer au financement de centrales thermiques au Burkina Faso par la Banque Mondiale, sous prétexte qu'elles produisent du CO2 ? En Europe, l'Allemagne en a rouvert elle-même après la décision de fermer ses centrales nucléaires (et on continue à inonder le continent de nos voitures d'occasion polluantes, ou de nos déchets électroniques...).

L'Afrique doit doubler les capacités de production selon la BAD (passer à 320 GWH), effectuer 130 millions de nouveaux branchements au réseau et 75 millions hors réseau, et permettre à 150 millions de foyers de disposer de solutions de cuisson propres, et investir entre 60 à 90 milliards de dollars par an pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés pour un accès de tous à l'électricité à l'horizon 2030. Un défi gigantesque !

Mais les bailleurs de fond imposent leurs critères. La BAD a promis 12 milliards de dollars sur ses ressources propres au cours des cinq prochaines années, mais pas pour les projets nucléaires. En Afrique de l'Ouest, le 11<sup>ème</sup> Fed européen a centré ses interventions sur la priorité aux ENR et l'efficacité (comme si le problème pour l'Afrique était de réduire sa consommation !) et sur la réglementation et l'intégration d'un marché régional pour stimuler le secteur privé et au prétexte d'attirer les capitaux.

Pourtant, au vu de ses résultats, l'Europe ne devrait pas imposer ses modèles. La construction d'un marché libéralisé, régi par les règles de la concurrence en 2009 a créé d'énormes effets pervers et aujourd'hui les Etats ont tendance à renationaliser leur politique énergétique. Le « Green deal » qui favorise les renouvelables a créé un marché volatil qui discriminent les autres sources. Les investissements nucléaires sont dissuadés et les Etats anti-nucléaires sont vent debout contre le financement des investissements malgré un parc qui a fait la prospérité de l'Europe, et qui doit être renouvelé. (Je rappelle que le nucléaire ne produit pas de CO2 et que le remplacer par des EnR intermittentes qui



nécessitent une base pilotable est complètement aberrant, surtout si cette base est en gaz).

### **Mettre l'électricité au cœur d'un pacte de solidarité régional**

L'Afrique doit bâtir son propre marché de l'énergie, un marché plus solidaire et régulé : car l'électricité n'est pas une marchandise comme les autres. Ce n'est pas un commerce ! C'est un bien public essentiel qui doit pouvoir bénéficier de politiques publiques et de soutiens (ou garanties) pour les investissements, et de cadres réglementaires incitatifs....

Un marché se met en place sous l'impulsion des institutions de la CEDEAO avec la création du CERECC (pour les EnR), d'un système d'échanges d'énergie électrique, d'une autorité de régulation régionale et du WAPP, mais les coopérations sont faibles et il y a encore trop peu d'interconnexion électrique dans la zone, malgré les efforts réels qui ont été rappelés.

Un pacte de solidarité régional entre les Etats, respectueux des atouts de chacun, favoriserait les projets de coopération en complémentarité et d'infrastructures communes (centrales de production, installations décentralisées, réseaux...), et mutualiserait les financements pour leur réalisation, et mobiliseraient les investisseurs. Ne faut-il pas également étendre les capacités de financement des banques publiques de développement et créer des fonds de solidarité abondés par le public et le privé ?

Comment valoriser les projets africains et attirer les investissements ? L'Afrique est sortie du face à face avec l'Europe. Les relations économiques et de « partenariats » sont enclenchées depuis 20 ans avec la Chine et depuis 10 ans avec l'Inde, le Brésil, la Turquie, l'Arabie Saoudite, ou même la Russie... En 2019, les USA aussi ont redéfini leurs politiques commerciale et d'« aide publique » avec l'Afrique. Le Maroc depuis 7 ans accélère ses relations avec l'Afrique subsaharienne et développe ses investissements. La question qui se pose pour l'Europe, c'est de changer de comportement, et de transformer les « aides au développement » pour en faire des aides à l'investissement pour financer des projets locaux et régionaux définis par les Africains eux-mêmes, et répondant à leurs besoins et à leurs demandes, financer les projets d'interconnexion transfrontières entre des grandes villes qui irrigueraient les villages, contribuer à la création d'établissements pour la formation des ouvriers, techniciens et

ingénieurs dont l'industrie et le secteur énergétique en particulier ont besoin, et organiser une mobilité positive pour le transfert de technologies et des compétences. La Ministre du Bénin appelle au renforcement des partenariats dans l'éducation, la recherche et l'innovation, et j'ajoute des coopérations économiques et industrielles dans l'intérêt mutuel.

*Paris le 8 novembre 2021*

***Claude Fischer Herzog***